

ARGUMENTAIRE ET APPEL A CONTRIBUTION

Colloque 2009 du CREDIC « Missions et engagement politique après 1945 »

CREDIC - Centre de recherche européen sur la diffusion et l'inculturation du christianisme.

Dates : du mardi 25 août au vendredi 28 août 2009.

Lieu : Maison Notre-Dame du Chant d'oiseau, Bruxelles.

Voir site Web : <http://credic.blogspot.com>

Appel à communication : Les propositions de communication sont à envoyer à Olivier SERVAIS (olivier.servais@uclouvain.be) et Caroline SAPPYA (caroline.sappia@uclouvain.be) pour le **15 mars 2009**. Texte de 2000 caractères maximum espace compris.

La mission chrétienne a pour dessein de propager la religion chrétienne aux populations non-croyantes et hors de ses frontières. Mais en s'insérant dans un contexte étranger avec le bagage de son pays d'origine, le missionnaire n'emporte-t-il pas avec lui un mode de vie en société et une conception du monde de type occidental ? Intégrée dans la société étrangère dans un but d'évangélisation, la mission porte alors une dimension éminemment politique, dans le sens de la vie dans la cité, et non pas seulement de la politique partisane, bien que certains missionnaires se soient engagés dans de telles voies.

Dans ce contexte, comment en tant que missionnaire faire dialoguer les sphères ecclésiastiques, pastorales et spirituelles avec la sphère de l'engagement dans la cité des hommes ? Comment les missionnaires, avant tout en tant qu'acteurs d'évangélisation et pastoraux, mais aussi dans la diversité de leurs fonctions, ont-ils joué un rôle dans leur pays de mission sur la vie sociale et politique des populations locales ?

De part la décentration et la prise de recul que vivent les missionnaires par rapport à leur pays d'origine, certains d'entre eux ont participé au surgissement d'une dénonciation et/ou d'une prise de conscience à la base de situation d'oppression (ex. travail de « conscientisation » des communautés ecclésiales de base en Amérique latine) ou de certaines identités ethniques (ex. prise de conscience ethnique de certaines population congolaise). Ils agissent alors, consciemment ou non, en tant que levier de mouvements qui dépassent largement leur mission pastorale et évangélistrice.

A l'inverse, certains silences face à des situations de discrimination ou d'oppressions explicites sont révélateurs d'une prise de position de missionnaires, voire de congrégations missionnaires dans leur ensemble, face aux situations politiques ou sociales des pays de mission (« qui ne dit mot, consent »).

Comment ces engagements ont-ils pu se développer au cours de l'histoire ? Le message des premiers chrétiens, les premiers missionnaires, étaient-ils perçus comme « engagés » politiquement car faisant vaciller les pouvoirs en place ? La collusion entre colonisation et évangélisation de l'Amérique latine via les patronages espagnols et portugais n'a-t-elle pas participé à une certaine perception des missionnaires en tant qu'agent des états coloniaux ? Et

plus récemment, pendant la période de colonisation africaine, certaines congrégations religieuses ont-elles joué un rôle sur la prise de conscience de la situation de discrimination que vivaient les populations africaines, et ainsi été un appui pour les mouvements d'indépendance ? Ces questions, bien que fondamentales et à la base de notre réflexion, ne seront posées qu'indirectement dans ce colloque, le cadre chronologique débutant en 1945.

En effet, depuis la deuxième moitié du 20^e siècle, comment ces rapports entre missions et politique ont-ils évolués et ce, alors que le contexte est aux luttes indépendantistes, à la décolonisation, à la chute des vocations et à la « déchristianisation » de la société. On passe en quelques décennies de l'image du missionnaire charitable et porteur de civilisation, à celle du missionnaire imposant un modèle de civilisation et de religion. Une nouvelle figure apparaît alors celle du prêtre *Fidei Donum* prêté par un évêque des « vieilles chrétientés » aux évêques des nouvelles chrétientés ou des chrétientés plus anciennes dans le besoin. Mais la question polémique du « Faut-il partir ? » et « Faut-il rester ? » apparaît dans l'occident des années soixante. Et progressivement, il y aura un retour de balancier au tournant des 20^e et 21^e siècles, le clergé de ces « nouvelles chrétientés » arrivant en Europe pour parer aux manques de vocations occidentales. Cette mutation va de pair avec une diversification religieuse en Europe : l'arrivée de population musulmane, l'attrait grandissant pour d'autres religions et spiritualités. C'est dans ce cadre notamment que l'on peut inscrire les nouvelles missions du pentecôtisme ou des Eglises évangéliques.

Parallèlement depuis les années '60, la propagande et la formation missionnaires évoluent entre autres vers les formations au développement (ITECO pour la Belgique, le Collège pour l'Amérique latine) et où le réseau des associations et ONG d'origine chrétienne (Entraide et Fraternité, Oxfam, ...) et remplacent progressivement la mobilisation envers les missions. Il y a dans cette optique un « Développementisme » qui se focalise moins sur la religion que sur la situation socio-économique et politique des pays dits de mission : indépendances africaines et asiatiques, dictatures latino-américaines, contexte de guerre froide, de lutte anti-communiste, voire antiprotestante ou anticatholique, en fonction du côté où on se trouve.

Cette option se traduit souvent par un engagement politique plus explicite. La question de savoir comment ces engagements politiques se sont concrétisés sur le terrain est à poser. L'éventail est large entre le fait d'aider à une prise de conscience par l'action posée de missionnaires, le choix de « s'engager en politique » au sens partisan ou de la collusion directe avec les gouvernements en place ou encore les silences révélateurs également d'option politique jusqu'à la lutte armée ? L'étude de la justification et du sens de ces engagements dans la vie chrétienne serait également riche d'enseignement (justification théologique, personnelle, sociale voire caritative).

EVENTAIL THEMATIQUE

Conférence introductive thématique donnée par un spécialiste de la question, compétent aussi bien sur les problématiques catholiques que protestantes.

Thématique 1. Missions et mouvement politique autochtone.

Cette thématique est liée bien entendu à la problématique de la décolonisation. L'objectif de cette session est d'examiner les liens entre missionnaires et mouvements politiques indigénistes. Ils visent dès lors tant les mouvements indépendantistes que les mouvements autonomistes. Mais le travail s'intéressera aussi aux tensions plus contemporaines entre certains mouvements missionnaires chrétiens, on songe à certains Évangélistes et les mouvements indigénistes. Les exemples sont légions, du kibanguisme congolais au mouvements Kanaks de Nouvelle Calédonie en passant par un large éventail de partis, mouvements et autres groupuscules revendiquant plus ou moins largement et plus ou moins violemment une reprise en main locale du destin des nations autochtones.

Thématique 2. Engagement politique depuis et pour les missions.

Comment répondre à l'engagement en faveur de mission tout en restant sur place ?

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les conceptions de la mission évoluent, la prise de conscience en Occident du « Tiers-monde » appelle un changement de rapport à ce qu'on appelait l'outre-mer et son évangélisation. L'ouvrage de Josué de Castro « La géopolitique de la faim » conscientise les occidentaux à cette problématique dans le monde entier, tandis que « France pays de mission » révèle le phénomène de déchristianisation de certaines franges de la population française qui devrait aussi être la cible des campagnes missionnaires, non plus hors des frontières du monde occidental, mais en France, la petite sœur de l'Église catholique. D'une conception plus charitable et colonisatrice, on passe au mouvement de développement inspiré de la mission chrétienne. Des grandes campagnes contre la faim dans le monde des Carêmes de Partage, on évolue vers une coopération au développement plus structurée.

Cette transformation du rapport à la mission implique des mutations dans la propagande et les mouvements de soutien des prêtres et missionnaires en pays de mission et à évangéliser.

De retour en Europe ou depuis leurs lieux de mission, les missionnaires s'investissent parfois dans le débat politique de leur pays d'origine. Ce sont notamment: une implication dans des partis politiques, la diffusion de pamphlets à visée clairement polémiques, ou encore des actions publiques sur le terrain. Le missionnaire devient par ces moyens un acteur des controverses publiques. Songeons à l'inverse à la récupération de la figure du missionnaire dans le débat public. A son insu ou avec sa bénédiction, le missionnaire devient alors l'objet d'un débat qui lui échappe en partie. Utilisé par le monde politique, blâmé ou encensé par les médias, mis en cause par les pouvoirs économiques ou militaires, il devient une figure symbolique alimentant des productions littéraires exogènes au monde de la mission.

Thématique 3. Les figures de l'engagement politique.

Le Recul

Par désintérêt, par respect, pour l'organisation politique du pays hôte ou pour se ménager les faveurs de ceux qui leur délivrent leur visa de travail, de nombreux missionnaires clament ne pas se mêler de politique et s'efforcent de « rester en dehors de tout cela ». Pourtant, ils ont un avis sur la situation politique de leur lieu de mission, en particulier en situation de conflit

socio-politique (par exemple les luttes indépendantistes). Comment ces missionnaires composent-ils avec les sollicitations des populations, comment réagissent-ils en présence d'une tension sociale ou d'injustice? Et « ne rien dire » n'est-ce pas déjà un engagement parfois favorable (« qui ne dit mot consent »), parfois défavorables par rapport au pouvoir en place?

Le militantisme

D'autres militent en faveur des populations et défendent leurs droits fonciers, sociaux, politiques, économiques, ... Ils prennent des risques pour résoudre un problème d'injustice et se posent en porte-parole des populations dans la presse, dans leurs publications, dans des conférences internationales ou après des plus hautes instances du pays. Cette attitude peut se baser sur l'incapacité des populations à se défendre elles-mêmes. Les missionnaires prennent-ils les armes? Rejoignent-ils des groupements de guérilla? A contrario, certains missionnaires s'opposèrent farouchement à des partis politiques ou mouvements indigènes défavorables à leur conception chrétienne du monde. Dans cette perspective, les missionnaires furent de grands utilisateurs d'un syncrétisme, subtilement ambigu, des symboliques politiques et religieuses.

Les Institutions

D'autres encore appuient les partis locaux, voire collaborent à leur constitution. Ils s'investissent aussi dans la constitution d'instances supposées représenter les droits des populations. L'enseignement politique qu'ils dispensent aux populations mérite également notre intérêt dans ce cadre. En parlent-ils dans l'église, en quels termes? Ces partis supplantent-ils ou s'agent-ils avec des institutions politiques préexistantes, voire traditionnelles? La tradition apparaît-elle dans les textes, les statuts d'institutions politiques?

Le médiateur

D'autres, tel P.J. De Smet en Amérique du Nord, apparaissent au dessus de la mêlée, s'érigeant, ou étant érigé, parfois malgré eux, en médiateur, en intermédiaire, entre pouvoir colonial et colonisés, ou entre deux factions de colonisateurs ou d'autochtones. Ce rôle d'intermédiaire peut prendre des dimensions multiples: émissaires, traducteur, ou encore écrivain public.